



## Nous, Maire de la Ville de Dijon

### **PERMIS DE STATIONNEMENT N°24-AV-28848**

**VU** la demande 242034 en date du 18 juillet 2024 par laquelle l'entreprise SAS LES CHARPENTIERIS DE BOURGOGNE demeurant 4 rue Lavoisier 21601 LONGVIC (siren 311 842 686) demande l'autorisation d'occuper le domaine public pour les installations suivantes :

échafaudage hors ravalement (échafaudage sur pieds) **5 AVENUE MARECHAL FOCH (Dijon)**

**VU** le règlement municipal de police de la circulation du 15 mars 2019

**VU** la délibération portant tarification des occupations du domaine public en date du 2 février 2023

**VU** la demande d'autorisation de travaux à proximité du tramway en date du 18 juillet 2024

**VU** l'arrêté de délégation du 17 octobre 2022

#### **CONSIDERANT**

Que, pour assurer la sécurité et limiter les perturbations sur l'espace public lors du déroulement des activités de travaux de couverture que doit assurer l'entreprise SAS LES CHARPENTIERIS DE BOURGOGNE, il est nécessaire de délivrer un permis de stationnement définissant les conditions d'installation du chantier,

Que cette occupation temporaire, pour la réalisation d'un chantier, n'est pas soumise à l'obligation de sélection prévue par l'article L2122-1-1 du Code général de la Propriété des Personnes Publiques,

#### **ARRÊTONS**

##### **Article 1**

A charge de se conformer aux arrêtés susvisés, le bénéficiaire (l'entreprise SAS LES CHARPENTIERIS DE BOURGOGNE) est autorisé à occuper le domaine public,

##### **5 AVENUE MARECHAL FOCH**

- **du 16/07/2024 au 26/07/2024**, pour les installations suivantes : installation d'échafaudage hors ravalement (échafaudage sur pieds) sur trottoir
- Surface occupée : 5 m<sup>2</sup> (3,20 m x 1,50 m)

La présente autorisation est en outre délivrée sous réserve du respect des conditions ci-dessous définies :

L'application des mesures de sécurité décrites par l'exploitant du tramway, suite à la demande d'autorisation de travaux en date du 18 juillet 2024.

Lorsque les travaux nécessiteront l'intervention du Service Eclairage Public pour la dépose des câbles d'éclairage public, le pétitionnaire sera tenu de le prévenir, 48 heures avant la fin du chantier, pour permettre la remise en place desdits câbles avant que l'échafaudage ne soit démonté.

Le mobilier urbain (armoires de feux et d'éclairage public, feux et panneaux de signalisation ...) devra rester visible, accessible et protégé.

Une plaque indiquant les noms et adresses des entreprises devra être placée bien en vue au droit de tout dépôt, palissade, échafaudage.

Toutes mesures doivent être prises pour signaler de jour comme de nuit cet encombrement de la voie publique.

Par ailleurs, les matériaux, échafaudages et palissades à déposer sur la voie publique seront éclairés pendant la nuit.

Les gâchis de ciment ou mortier ne devront pas être faits directement sur les trottoirs ou chaussées.  
La projection au sol de matériaux ne pourra être faite que sous protection assurant toute circulation sans danger.

Le bénéficiaire de la présente autorisation devra maintenir en bon état de propreté, pendant toute la durée des travaux, l'espace qui lui est alloué et ses alentours. A la fin des travaux, le domaine public devra être laissé en parfait état. A défaut, la remise en état en sera effectuée par la collectivité aux frais du pétitionnaire.

L'entreprise SAS LES CHARPENTIERES DE BOURGOGNE sera tenue de payer sur présentation d'une facture qui lui sera adressée par la Ville de Dijon, un droit d'occupation du domaine public conformément à la délibération ci-dessus visée soit 0.32€/m<sup>2</sup>/jour.

**Un passage sous échafaudage d'1,50 mètres minimum, pour permettre l'accès d'un fauteuil pour handicapé, devra être assuré pour garantir totalement la sécurité des piétons tant au regard de la circulation qu'à celui de l'activité liée à la présente autorisation. Ce passage devra toujours être laissé en parfait état de propreté.**

#### **Article 2**

La présente autorisation est accordée sous toutes réserves des droits des tiers, des lois et des règlements en vigueur.

Elle ne se substitue pas au permis de construire ni à toute autre autorisation pouvant être exigée par le Code de l'Urbanisme ou par toute autorité administrative compétente, qui doivent être délivrés obligatoirement avant tout début d'exécution des travaux de construction ou de transformations quelconques.

#### **Article 3**

**Le présent arrêté devra être affiché visiblement sur le chantier.**

#### **Article 4**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :  
Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de DIJON,  
l'entreprise SAS LES CHARPENTIERES DE BOURGOGNE,  
chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

**Fait en l'hôtel de ville de Dijon,**

**Le 19/07/2024**

**LE MAIRE,**

**Pour le Maire, l'Adjointe déléguée à la propreté de la ville,  
travaux, équipements urbains et mobilités**

//

**Dominique MARTIN-GENDRE**